

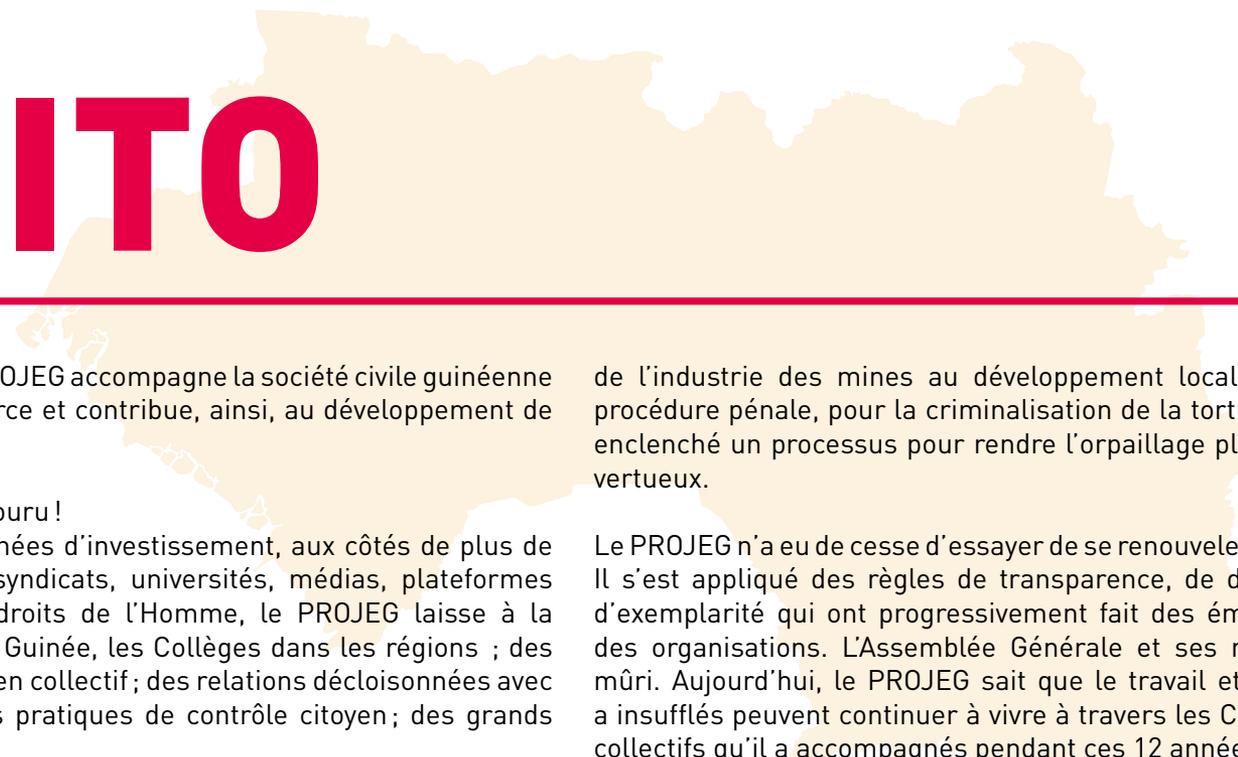
LE PROJEG

Une décennie au coeur des changements
de la société civile en Guinée



**SE CONCERTER
POUR RELEVER ENSEMBLE
LES DÉFIS DE LA GUINÉE**

EDITO



12 ans déjà que le PROJEG accompagne la société civile guinéenne afin qu'elle se renforce et contribue, ainsi, au développement de la Guinée.

Que de chemin parcouru !

Après toutes ces années d'investissement, aux côtés de plus de 700 organisations, syndicats, universités, médias, plateformes et défenseurs des droits de l'Homme, le PROJEG laisse à la société civile et à la Guinée, les Collèges dans les régions ; des habitudes de travail en collectif ; des relations décloisonnées avec les élus locaux ; des pratiques de contrôle citoyen ; des grands partenariats ; etc.

Tout au long de ces 12 années, le PROJEG, avec l'ensemble de ses partenaires, a cherché à accompagner, au mieux, les évolutions de la Guinée. Il a agi pour l'unité de la société civile en temps de crise et la prévention des conflits ; appuyé de nombreuses enquêtes autour de violations des droits de l'Homme ; mobilisé la diaspora lors de l'épisode Ebola et s'est insurgé à cette occasion contre l'isolement imposé à la Guinée. Il a contribué à l'élaboration de textes de Lois : le code minier, pour une plus grande contribution

de l'industrie des mines au développement local ; le code de procédure pénale, pour la criminalisation de la torture. Enfin il a enclenché un processus pour rendre l'orpaillage plus humain et vertueux.

Le PROJEG n'a eu de cesse d'essayer de se renouveler et d'innover. Il s'est appliqué des règles de transparence, de démocratie et d'exemplarité qui ont progressivement fait des émules au sein des organisations. L'Assemblée Générale et ses membres ont mûri. Aujourd'hui, le PROJEG sait que le travail et l'esprit qu'il a insufflés peuvent continuer à vivre à travers les Collèges et les collectifs qu'il a accompagnés pendant ces 12 années.

Nul doute que les organisations membres, riches de leur expérience au sein du programme, sauront faire vivre, individuellement ou collectivement, les valeurs de transparence, solidarité, équité, portées et défendues par le PROJEG et, ainsi, continuer à écrire l'histoire de la Guinée et de sa société civile.

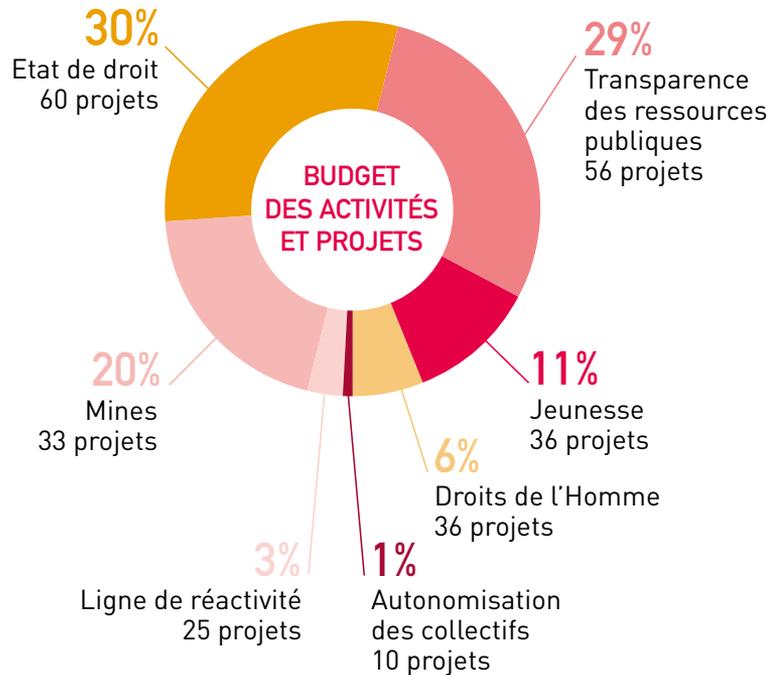
Charles-Emmanuel Ballanger,
Directeur d'Aide et Action France Europe

LE PROJEG EN CHIFFRES

Plus de 45 milliards de francs guinéens - GNF (5 millions d'euros) investis de 2008 à 2019 sur 235 projets.
Les organisations de la société civile (OSC) guinéennes et françaises ont contribué au financement des projets à hauteur de 17%, soit 7.8 milliards de GNF (860.000 €).

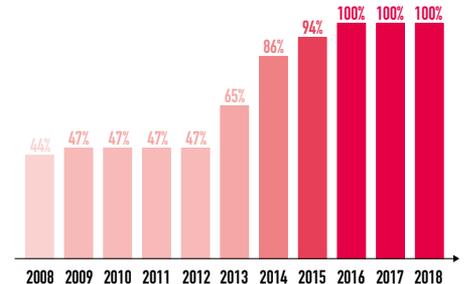
LES PUBLICS CONCERNÉS

- 712 OSC
- 8841 jeunes
- 6452 femmes
- 387 élus locaux
- 346 représentants de l'administration



GOVERNANCE ASSOCIATIVE

Proportion d'OSC appuyées par le PROJEG respectant effectivement les dispositions de leurs statuts.



LES PRINCIPALES ÉVOLUTIONS DEPUIS 2008



Fin 2008
Disparition de Lansana
Conté. Putsh militaire

2010
Période de transition.
Adoption nouvelle constitution
Décembre :
Élection présidentielle

2013
Septembre :
Élections
législatives

2014-2016
Épidémie
Ebola :
2535 morts
en Guinée

2015
Octobre :
Élection
présidentielle

2018
Février :
Élections
communales

2008-2009

- Mise en place du mouvement social Forces vives - Relais en France.
- Actions de prévention des conflits ethniques dans les Collèges régionaux.

2010

- Jury Citoyen sur les présidentielles.

2011-2012

- La société civile participe à la révision du code minier.

2013

- Mise en place de la plateforme Dette.
- Démarrage du travail avec la diaspora.
- Jury Citoyen sur les législatives.

2014-2015

- Démarrage du processus de suivi des obligations légales des compagnies minières.
- La société civile contribue à la criminalisation de la torture (révision du code de procédure pénale).
- Expérimentation du Conseil Local des Jeunes à Télimélé.

2016

- Mission de la diaspora dans les zones de réticence Ebola.
- Les Collèges mènent des écoutes électorales pour l'élection présidentielle.

2017-2019

- Chantier sur l'orpaillage en Haute Guinée.
- Développement de l'expertise des collectifs et du plaidoyer.

PHASE D'ÉMERGENCE ET DE TEST

PHASE DE STRUCTURATION

PHASE D'AUTONOMISATION ET DE DÉSENGAGEMENT

 APPEL À PROPOSITIONS
Fin 2008 : création de la ligne
de réactivité

 APPELS À CANDIDATURES

 CONVENTIONS AVEC LES COLLECTIFS

LES PARTENARIATS

JEUNESSE

▶ MJEJ

(Ministère de l'Emploi Jeune et de la Jeunesse)

Démarrage en 2009

- Elaboration et validation de la lettre de politique jeunesse (2010).
- Implication des jeunes de la diaspora dans la mise en oeuvre des politiques publiques.

▶ FRANCAS

Démarrage en 2010

- Contribution à la construction du curriculum de formation des formateurs des animateurs socioéducatifs.
- Plus de 600 animateurs socio-éducatifs formés.

▶ FNUAP

(Fonds des Nations Unies pour la population)

Démarrage en 2019

- Publication d'un livret sur les Statuts et règlements intérieurs des conseils locaux de jeunes par les pouvoirs publics avec des partenaires techniques et financiers (2019).
- Mise en place des conseils locaux de jeunes pilotes dans 20 communes pour la participation des jeunes dans la gouvernance locale.

TRANSPARENCE DES RESSOURCES PUBLIQUES

▶ CFI

(Agence française de développement média)

Démarrage en 2016

- Production de rapports par les binômes Média/OSC sur : l'accès à la santé et à l'eau, le déboisement, la mobilisation des redevances des opérateurs de téléphonie mobile et des recettes de marchés (2018).
- Décloisonnement des relations médias-OSC.

▶ PACV

(Programme d'Appui aux Communautés Villageoises)

Démarrage en 2017

- Publication du Guide de mise en place d'un jury citoyen ou Formuler et suivre les politiques publiques locales : comment faire participer les citoyens ? (2019).
- Amélioration du manuel de procédure de réalisation de la budgétisation et du suivi-évaluation participatifs (2018).

LES PARTENARIATS

DROITS DE L'HOMME

► ACAT (Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture)

Démarrage en 2010

- Co auteur de la publication du rapport : « Guinée, violation des droits de l'Homme en région » (2017).
- Développement de l'expertise du plaidoyer des organisations de défense des droits de l'Homme.

ETAT DE DROIT

► MATD (Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation)

Démarrage en 2008

- Production d'un rapport sur le bilan de la décentralisation en Guinée (2012: débats locaux et ateliers régionaux sur le processus de décentralisation).
- Articulation déconcentration et décentralisation dans les secteurs de l'éducation, de la santé et de la justice.

MINES

► GEMDEV (Groupement pour l'Etude de la Mondialisation et du Développement)

Démarrage en 2013

- Production de rapports : « Les nouvelles règles d'exploitation des ressources naturelles en Afrique: continuité ou rupture? » (2015) ; « Les villes minières en Afrique de l'Ouest après la fermeture des sites : Infrastructures, environnement et participation politique » (2017).
- Construction de relations entre chercheurs et activistes de la société civile.

LES CHANGEMENTS ET RÉSULTATS INDUITS PAR LE PROJEG

CHANGEMENTS

RÉSULTATS

DROITS DE L'HOMME et ETAT DE DROIT

MINES

TRANSPARENCE DES RESSOURCES PUBLIQUES

JEUNESSE

Développement d'un espace de prise en charges des enjeux locaux, de concertation et de prise d'initiatives collectives à travers les collèges régionaux.

La question minière n'est plus un débat d'expert mais est devenue un débat citoyen.

Des OSC locales se sont spécialisées sur les questions minières.

L'orpaillage est désormais inscrit dans les politiques locales : les orpailleurs versent 20% de leurs recettes pour le développement local, la formation des orpailleurs et la restauration environnementale des sites.

La société civile s'est emparée du sujet de la dette et fait partie d'espaces de discussions stratégiques.

Des OSC sont capables de réinvestir leurs pratiques de contrôle citoyen de l'action publique dans plusieurs secteurs.

Le Jury Citoyen a fait émerger de nombreux jeunes leaders.

Le Conseil Local des Jeunes est devenu un outil déployé par le Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi Jeune.

Une filière de formation d'animateurs socio-éducatifs a été créée par les FRANCAS et le Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi Jeune et 600 jeunes ont été formés.

2009-2010: Constitution du Mouvement social pour un retour à l'ordre constitutionnel suite au putsch militaire en décembre 2008.

2012: L'enquête des organisations de défense des droits de l'Homme (ODDH) a contribué à l'arrestation de 7 gendarmes et à la condamnation de l'un d'eux suite à la mort d'un homme qui aurait été torturé dans une brigade de gendarmerie à Kindia.

Mise en place de l'Alliance de la Guinée Forestière (plus de 80 OSC) pour lutter contre les violations des droits de l'Homme et les expropriations foncières de la SOGUIPAH .

2014: Contribution des ODDH au nouveau code de procédure pénale (adopté en juillet 2016) pour la criminalisation de la torture.

Présentation du 1^{er} rapport alternatif de la Guinée par les ODDH à la 52^e session du Comité contre la torture des Nations Unies.

2017: Publication du rapport sur les violations des droits de l'Homme en région

2018 : Émergence d'un réseau des femmes défenseuses des droits de l'Homme (femmes partenaires du PROJEG)

2011: Contributions de la société civile à la réforme du Code minier.

2012: Réduction des coûts de scolarisation des enfants suite à la fermeture de l'usine de Fria.

2017: La question de la gestion de fermeture des mines en Afrique dévient un débat entre chercheurs et acteurs de la société civile.

2018: Publication du rapport sur le suivi des obligations légales des compagnies minières en Guinée.

2012: Amélioration significative du niveau de mobilisation des recettes en diversité et en volume dans plus de 20 communes. Par exemple, à Dinguiraye : le budget prévisionnel est passé de 193 millions de francs guinéens (environ 21.000€) en 2011 à 1,06 milliard de francs guinéens (environ 115.000€).

Mise en place de la plateforme d'information et d'action sur la dette et le développement (PIADD).

2016: Mise en place des binômes Média/OSC sur le contrôle citoyen de l'action publique.

2013 : Naissance du Carrefour des Projets. (Relais et Etudiants et Développement)

2019: Publication du guide du Jury Citoyen.

LES PRODUCTIONS



PUBLICATIONS

- 2010** • Guide de référence : Le secteur minier en Guinée à l'intention des organisations de la société civile et des jeunes
- 2017** • Un espace de concertation et d'action entre acteurs de développement local : les Collèges régionaux en Guinée
 - Dialoguer et agir collectivement : le guide de la concertation pluri-acteurs
 - Guinée : Violations des droits de l'Homme en région
- 2018** • Les compagnies minières respectent-elles les obligations légales ? 3 ans d'enquête de la société civile sur le respect du code minier guinéen
- 2019** • Guide de mise en place d'un jury citoyen : Formuler et suivre les politiques publiques locales
 - Etude d'impact et de prospective :
 - Quel apport du PROJEG dans la gouvernance du secteur minier en Guinée ? Synthèse
 - Article par article : les ONG guinéennes se mobilisent pour encadrer le secteur minier
 - L'or en partage : la participation des orpailleurs au développement local
 - « Montrez-nous vos cahiers des charges ! » : l'essor du contrôle citoyen à Tougué
 - Une ville et sa mine : le combat de Fria pour se construire un nouveau destin
- 2020** • Le PROJEG : une décennie au cœur des changements de la société civile en Guinée
 - Péreniser en accompagnant l'autonomie de collectifs d'acteurs. L'expérience du PROJEG de 2016 à 2019.



FILMS

- 2019** • Article par article : les ONG guinéennes se mobilisent pour encadrer le secteur minier
 - L'or en partage : la participation des orpailleurs au développement local
 - « Montrez-nous vos cahiers des charges ! » : l'essor du contrôle citoyen à Tougué
 - Une ville et sa mine : le combat de Fria pour se construire un nouveau destin



EXPOSITION

- 2018** • L'orpaillage, une pépite pour la Haute Guinée



LA FIN DU PROJEG

LE DÉBUT DE NOUVELLES PERSPECTIVES

CONTRÔLE CITOYEN DE L'ACTION PUBLIQUE



- L'expertise développée par Aide et Action sur le Contrôle Citoyen de l'Action Publique lui a permis de déposer un projet sur les questions de budget participatif et de gouvernance locale auprès de l'Agence Française de Développement (AFD). Le GEMDEV et 3 des collectifs que le PROJEG a accompagnés sont partenaires.

ETAT DE DROIT



- Les organisations françaises continueront à faire de la veille, à agir en soutien et relais de la société civile guinéenne auprès des pouvoirs publics français et européens.
- Le Jury Citoyen, outil d'expression du citoyen, a été réinvesti par d'autres partenaires, comme ARSYF à Fria ou le Programme d'Appui aux Communautés Villageoises de la Banque Mondiale et de l'Agence Française de Développement.

AUTONOMISATION DES COLLECTIFS



- Initiative Développement et Aide et Action ont capitalisé sur la démarche d'autonomisation des collectifs développée par le PROJEG.
- Cette expérience sera réinvestie auprès d'autres projets d'Aide et Action et diffusée auprès d'autres organisations du secteur de la coopération. dans la problématique d'exploitation des ressources naturelles en mobilisant des chercheurs et des acteurs de la société civile.

JEUNESSE



- Le Carrefour des projets d'Étudiants et Développement et Relais se poursuit.
- Aide et Action souhaite se lancer avec les Céméa, la Maison des Jeunes de la Culture de Tourcoing et le Ministère de la Jeunesse. et de l'Emploi Jeune sur la contribution des Maisons de Jeunes et de la Culture à l'autonomie des jeunes et au développement local.
- Aide et Action est partenaire du Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP) autour d'activités sur la participation de la jeunesse à la gouvernance locale.

MINES RESSOURCES NATURELLES



- Suite au travail fait avec les OSC et les orpailleurs au sein du Collège de la Haute-Guinée, Aide et Action envisage de monter un projet pour une filière de l'orpaillage plus profitable aux populations, respectueuse de l'environnement et des droits de l'Homme. Ce projet se fera en collaboration avec l'Alliance Minière Responsable et le Ministère de l'enseignement technique, de la formation professionnelle et de l'emploi.
- Aide et Action travaille désormais avec le Peace Building Fund (PBF) sur la question du conflit et des ressources naturelles.
- Le GEMDEV continue à s'investir dans la problématique d'exploitation des ressources naturelles en mobilisant des chercheurs et des acteurs de la société civile.

Ce sont plus de 175 organisations qui ont été membres du PROJEG :

Organisations guinéennes :

Action des Femmes Volontaires pour Le Développement durable (AFVDD), Action pour la Protection de L'environnement (APE), Action pour le Développement Communautaire et la Protection de l'Environnement (ADECOPE), Agence Humanitaire pour le Développement (AHD), Agriculture Rurale et Développement Durable (ARD), Aide au Développement Durable pour la Promotion de la bonne Gouvernance (ADDDPG), Alliance Pour Le Développement Communautaire (ADECO), Alliance pour le Développement des Entités Rurales (ADER), Amicale des Acteurs pour le Développement Intégré (AADI), Amicale des Jeunes pour le Progrès (AJP), Amicale des Volontaires Unis pour la Démocratie et la Paix (AVUDEP), Appui à la Préservation des Intérêts Communautaires Associatifs et à la Réussite de l'Entrepreneur (APICARE), Appui à la Promotion de la jeune Filles et de l'Enfance (APFE), Appui au Développement Intégré de Guinée (ADIG), Association Guinée pour l'Implication des Femmes au Processus Electoral en Guinée (AGUIFPEG), Association d'Aide pour les Personnes en Situation Difficile (ZAPSD), Association d'Appui aux Initiatives de Développement (AID), Association des animateurs Communautaires pour l'Education et la Santé (AACES), Association des animateurs Communautaires Guinée (ADC), Association des Jeunes Artisans de Forécariah (AJAF), Association des Jeunes au Service de l'Humanité (AJSH), Association des Jeunes Diplômés pour la Promotion Rurale (AJDPR), Association des Jeunes Etudiants et Diplômés pour le Développement de Fria (AJDDF), Association des Jeunes Filles pour la Promotion de l'Espace Francophone (AJFPEF), Association des Jeunes pour le Développement de Kérouané (AJDEK), Association des Jeunes pour le Développement de l'Initiative Intégré Communautaire (AJDIIC), Association des Jeunes pour le Développement Durable (AJDD), Association des Jeunes Ressortissants et Amis de Kérouané (AJRAK), Association des Jeunes Unis pour le Développement Communautaire (AJUDC), Association des Jeunes Universitaires pour la Protection de l'Environnement (AJUPE), Association des Jeunes Volontaires pour le Développement de Mandiana (AJVDM), Association des Média de la Région Administrative de Faranah (AMERAF), Association des Nutritionnistes Communautaires de Guinée (ANCG), Association des Parents Amis et Victimes du 28 Septembre 2009 (AVIPA), Association des Ressortissants et Sympathisants de Fria (ARSYF), Association des Scouts et Guides de Guinée, Association des Veuves et Femmes Victimes d'Abandon (AVFVA), Association des Volontaires pour la Gestion Durable de l'Environnement et la Paix (AVGDEP), Association des Volontaires pour la Protection et le Développement de l'Environnement de Pita (AVODEPPI), Association des Volontaires pour le Développement Communautaire (AVODECC/G), Association des Volontaires pour le Développement Participatif et la Protection de l'Environnement (AVODEPPE), Association Durable des Jeunes pour le Développement de Mali (ADJDEM), Association Féminine pour le Développement Agricole de Mamou (AFDAM), Association Femmes et Enfants pour le Développement (AFED), Association Guinéenne des Femmes pour l'Alphabétisation et le Développement (AGUIFAD), Association Guinéenne pour l'Allègement des Charges de la Femme (AGACFEM), Association Guinéenne pour la Recherche et la Promotion de Technologies Alternatives de Gestion de l'Environnement (AGRETAGE), Association Guinéenne pour la Santé et l'Education de la Population (AGSEP), Association Guinéenne pour la Transparence (AGT), Association Guinéenne pour l'Education, l'Environnement et la Santé (AGES), Association Maison Mère (AMM), Association Nationale des Communes de Guinée (ANCG), Association Nationale des Guides de Guinée (ANGG), Association Nouvel Elan Guinée (NEGUI), Association pour l'Assistance aux Mères Monoparentales et Enfance en Souffrance en Guinée (AAMMES-Guinée), Association pour la Lutte contre la Pauvreté (LANSA), Association pour la Promotion de la Gouvernance (APROG), Association pour la Promotion de la Santé (APROSA), Association pour la Promotion des Initiatives Féminines (APIF), Association pour la Promotion des Initiatives Communautaires (APIC/G), Association pour la Promotion Economique de Kindia (APEK), Association pour la Promotion et le Développement de l'Entrepreneuriat Jeune (APRODEJ), Association pour le Développement Communautaire (ADECOM/G), Association pour le Développement des Initiatives à la Base (ADIB), Association pour le Développement des Zones Rurales et la Protection de l'Environnement (AZORE), Association pour le Développement Durable et la Protection de l'Environnement (ADAPE - Guinée), Association pour le Développement Durable Intégré de la Guinée (ADDIG), Association pour le Développement en Milieu Rural (ADMR), Association pour le Développement Rural et l'Entraide Mutuelle de Guinée (ADREMGUI), Association pour le Développement Rural Intégré Durable (ODRID), Association pour le Développement Socioéconomique de Pita (ADESEPI), Association Terre D'espoir (ATE), Association, Coopération Recherche pour le Développement (ACORD), Ballal-Guinée, Bureau des Consultants pour le Développement Organisationnel et de l'Autopromotion (BCDORA), Centre Africain de Formation pour le Développement (CENAFOD), Centre Communautaire pour le Développement de l'Education (CECODE), Centre d'Apprentissage de Formation pour le Développement Durable (CAFODED/G), Centre d'Appui au Développement des Initiatives Communautaires (CADIC), Centre d'Appui pour la Promotion de la Citoyenneté en Guinée (CENAPCIG), Centre d'Etude et d'Appui au Développement Agricole et Rural (CEACDAR), Centre Guinéen de Formation et d'Education pour le Développement (CEGUIFED), Cercle de Recherche et d'Action pour le Développement Durable (CRADD), Club Avenir des Enfants de Guinée (CAVEG), Club des Amis du Monde (CAM), Coalition Citoyenne des Alternatives Africaines Dette et Développement et la Défense des Intérêts Fondamentaux de la Guinée (CADIF), Coalition des Acteurs Non Etatiques de la Guinée (CANEG), Coalition Nationale « Publiez Ce Que Vous Payez » (PCQVP), Coalition Nationale

des Organisations de la Société Civile Guinéenne (CONASOC), Confédération Nationale des Éleveurs de Guinée (CONEG), Confédération Nationale des Organisations Paysannes (CNOPG), Confédération Nationale des Travailleurs de Guinée (CNTG), Conseil National des Organisations de la Société Civile (CNOSCG), Conseil National des Organisations de la Société Civile pour la Démocratie et le Développement de la Guinée (CNOSC-DDG), Contact Multi Amicale de Boké (COMAB), Coopérative des Spécialistes en Menuiserie et Bâtiment (COSMEBAT), Coordination des Organisations de Défense Des Droits Humains (CODDH), Corps Guinéen pour la Paix et le Développement (CGPD), Enfance Du Globe (EDG), Fédération Guinéenne des Parents et Amis de l'Ecole (FEGUIPAE), Fonds d'Appui à l'Autopromotion Féminine (FAAF), Fraternelle de Développement (FRADE), Fraternité Médicale Guinée (FMG), Groupe Messager des Enfants (GME), Groupe d'Appui à l'Autopromotion Paysanne et à la Protection de l'Environnement (GAAPE), Groupement Avicole Arafan, Groupement des animateurs Communautaires pour les Bonnes Œuvres (GACOB0), Groupement des Volontaires pour le Développement (GVD), Guinée Développement Local (Guidel), Guinée Développement Rural et Environnement (GUIDRE), Here Guinée, Humanitaire pour la Promotion de la Femme et de l'Enfant (HPFE), Initiative de Base pour le Développement Durable (IBDDG), Initiatives des Femmes pour le Développement de Pita (IFDEP), Institut National pour l'Appui au Développement Rural (INADER), Jeunes Associes pour le Développement de Dalaba (JADD), Jeunes Unis pour le Développement (JUD), Jeunesse Active de Guinée (JAG), Jeunesse Ecole et Avenir (JEA), la Jeune Chambre Avenir (JCI), Les Amis du Futur (LAF), Les Amis du Japon, Mêmes Droits Pour Tous (MDT), Observatoire National de l'Education de Base (ONEB), Organisation de Soutien aux Confectionneurs d'Œuvre Artisanale (OSCOA), Organisation Guinéenne de Défense des Droits de l'Homme (OGDH), Organisation Nationale des Syndicats Libres de Guinée (ONSLG), Organisation Nationale pour la Mutualité (ONAM), Pacem In Terris, Plate Forme d'Information et d'Action sur la Dette et le Développement (PIADD), Plate Forme Nationale des Citoyens Unis pour le Développement (PCUD), Population et Développement (PODEV), Priorité pour le Bien Etre de l'Enfant et de la Femme (PBEP), Programme Intégré pour le Développement des Entreprises (PRIDE/Guinée), Renforcement Local des Associations et des Initiatives Sociales (RELAIS), Réseau Afrique Jeunesse de Guinée (RAJGUI), Réseau d'Action Humanitaire pour la Femme et l'Enfant (RAFHE), Réseau des Femmes du Fleuve Mano pour la Paix (REFMAP), Secours Biomédical pour le Développement (SEBIOMED), Secours Rapide Rural (SRR), Sesir, Solidarité Jeunesse Actions de Développement Durable (SOJADD), Solidarité de Dalaba, Synergie Actions pour le Développement (SYNADEV), Union des Groupements d'Intérêt Economique de Gougoudji (UGIEG), Union des Jeunes de Letouma (UJL), Union des Jeunes pour l'Alphabétisation et le Développement de Macenta (UJADM), Union des Jeunes Volontaires de Coyah (UJVC), Union des Techniciens pour le Développement Intégré (UTDI), Union des Travailleurs de Guinée (UTDG), Union Guinéenne des Volontaires pour le Développement (UGVD), Union pour le Développement Communautaire (UDEC), Union Syndicale des Travailleurs de Guinée (USTG), Volontaires Africains pour l'Assistance Technique (VAATEC), Volontaires d'Appui aux Actions Communautaires (VAAC).

Organisations françaises :

Aide et Action, Association Normandie Guinée (ANG), Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement - Terre Solidaire (CCFD), Comité Français pour la Solidarité Internationale (CFSI), Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT), Confédération Générale du Travail (CGT), Conseil National des Jeunes Guinéens de France (CNJGF), Coopération Atlantique Guinée 44, Coordination des Associations Guinéennes de France (CAGF), Demain La Guinée (DLG), Essentiel, Etudiants et Développement (ED), Francas Loire Atlantique, Groupement pour l'Etude de la Mondialisation et du Développement (GEMDEV), Le Partenariat, Ligue des Droits de l'Homme (LDH), Plate Forme Nantes Guinée, Prisonniers Sans Frontières (PRSF), Sénat des Jeunes de Guinée.

Une équipe de 10 personnes au service du programme :

Thierno Cirié Barry, Mariama Diallo, Moctar Diallo, Mady Diawando, Djené-Madé Fofana, Boubacar Sow, Souleymane Sow, Yaya Sylla, Cheik Mohamed Touré, Sonia Vinolas.

 **Aide et Action**
L'Education change le monde

 **AFD**

